

## LA DOUBLE OFFENSIVE ANGLAISE

Quelle tristesse que nous en éprouvions, nous devons constater que les relations franco-anglaises ne s'améliorent pas. Pour être moins aigu, moins violent que l'autre semaine, le conflit n'en demeure pas moins redoutable. Il est de toutes les minutes et en tous lieux. Il s'affirme toujours davantage. L'offensive anglaise contre nous est double: diplomatique, économique.

Les "scènes" qu'on évitait autant que possible il y a un an, s'étaient aujourd'hui au grand jour, comme dans les ménages où le torchon brûle. On se dit des choses pénibles, on a des gestes regrettables alors qu'en 1920, les paroles amères fussent restées dans les gosiers et qu'on n'eût point osé esquiver les gestes. Aujourd'hui, plus n'est besoin de garder de ménagements pour la galerie. Les voisins savent à quel s'en tenir sur certaines "incompatibilités d'humour." On n'a plus rien à leur cacher.

Et ceci est grave, car c'est un frein puissant qui disparaît. Désormais, les deux "conjointes" vont de moins en moins se gêner l'une pour l'autre. Tel d'entre eux, plus égoïste, plus "intéressé" comme on dit, étale largement ses appétits sans se soucier un instant de son partenaire. Les froissements se multiplient, font "boule de neige," les nerfs se tendent, les mâchoires se serrent et les ennemis du ménage regardent et écoutent de leurs yeux plissés de joie et de leurs oreilles heureuses.

Jamais la diplomatie anglaise n'a montré plus d'activité. Partout elle a pris l'offensive, et, pour parler nettement, presque partout, grâce à cette offensive, elle nous domine. C'est elle qui mène le combat. Arriverons-nous à enrayer cette attaque, à "rétablir la situation," comme on disait en style de commandé? Je veux l'espérer, malgré les fautes que nous avons commises, malgré la médiocrité de certains de nos négociateurs, ou de nos agents diplomatiques.

Sur le front silésien, calme relatif. Le gouvernement anglais continue à manœuvrer pour faire attribuer à l'Allemagne les territoires contestés. Il a poussé l'Espagne à interdire à M. Quinones de León de se charger du rapport sur le partage. Ambassadeur à Paris, M. Quinones de León était suspect de francophilie. Le délégué espagnol se refusant, d'autres l'ayant imité, c'est le vicomte Ishil, président du Conseil de la Société des Nations, qui s'attribue le "pensum." Ainsi, l'Espagne, qui compte sur l'Angleterre pour la soutenir au Maroc, cède aux suggestions du Foreign Office, et c'est l'allié de l'Angleterre qui va "orienter" l'opinion du tribunal de Genève. Nous avons la plus absolue confiance dans l'esprit de justice du vicomte Ishil et de ses collaborateurs, mais nous pouvons craindre aussi de les voir insuffisamment ou tendancieusement informés par leurs alliés, et, si j'écris ces mots, c'est que je viens de parcourir une série d'articles de journaux japonais tels que l'Osaka Mainichi, le Jiji, ou le Tokyo Asahi, qui, presque tous, approuvent la thèse anglaise.

Nous pouvons, dans ces conditions, tout redouter pour l'avenir. La politique anglaise en Silésie nous conduit droit à une sanglante et ridicule aventure. Si la thèse de M. Lloyd George triomphe, si des Polonais, par centaines de mille, sont livrés à l'Allemagne, il y a neuf chances sur dix pour qu'une insurrection éclate dans le pays, comme dans une vulgaire Irlande. Il faudra rétablir l'ordre. Mais qui en sera chargé? Naturellement, les troupes de la haute commission interalliée, c'est-à-dire, avant tout, des troupes françaises. Imagine-t-on ce spectacle: les troupes françaises mitraillant les insurgés polonais pour les contraindre à se soumettre au Reich, en violation des traités de la plus élémentaire justice, en négation de toute notre politique!

Qui si nous n'intervenons pas, si nos chasseurs restent l'ancre au pied, les Allemands des territoires contestés devront bien se défendre eux-mêmes.

Alors, c'est l'égorgeage en Silésie, mais c'est aussi le prétexte cherché par Berlin pour mettre la main sur la province. Si les troupes germaniques envahissent la Silésie, la Pologne elle-même se doit d'entrer dans la danse pour soutenir ses nationaux, et nous sommes, à notre tour, entraînés dans le conflit. On mobilise une ou plusieurs classes, on entre dans la Ruhr..., ou bien l'on cède, et l'aventure finit par un joyeux éclat de rire anglo-allemand dont nous faisons les frais aux oreilles du monde. Voilà le deux avenir que nous prépare le Premier anglais.

Sur le front oriental, il nous a mis en posture... gênante, pour ne pas dire plus. J'avoue qu'il y a quelque humiliation à être traité comme nous venons de l'être dans l'affaire Fayçal.

L'émir Fayçal fut et reste notre ennemi (ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, qu'il soit l'ami de l'Angleterre, malgré les apparences; il est, avant tout, arabe, fayçaliste, et le montrera vraisemblablement plus tôt que ne le pensent les diplomates londoniens). Donc, l'émir fut notre ennemi. Il nous attaqua, fut chassé de Damas par nos troupes et nous combattit vigoureusement, comme le prouvent des lettres de lui récemment interceptées. Il y a quelque temps, la Kibla, son journal officiel, faisait l'apologie de l'attentat commis contre le général Gouraud, déclarait que ce général, en Syrie, s'était mis hors la loi et que ses meurtriers étaient des justiciers. En avril dernier, notre gouvernement refusait à Fayçal l'autorisation qu'il lui demandait de traverser la France.

Or, c'est ce même homme, c'est cet ennemi que l'Angleterre installe comme roi de Mésopotamie aux portes de la Syrie d'où nous l'avons banni. C'est à ce même homme qu'elle donne le conseil de poursuivre "ses aspirations en Syrie," jusqu'à ce que, "par la combinaison de ses opérations, l'ennemi soit chassé du pays," comme il l'écrivit de Djeddah, le 5 chawwal 1339 (12 juin 1921), à "l'honorable et zélé patriote Cheikh Saleh Alaouite."

Il ne s'agit pas ici de savoir si nous avons eu tort ou raison d'agir avec Fayçal comme nous l'avons fait. Je crois, pour ma part, que nous aurions pu et dû mieux l'utiliser; je crois aussi que l'Angleterre l'a intronisé parce qu'elle ne voyait pas d'autre moyen pour elle de sortir de la situation difficile où elle était en Mésopotamie; mais je ne puis m'empêcher de regretter le choix inamical auquel elle s'est arrêtée et les termes trop pleins d'humour employés par le roi George dans son message de félicitation à l'émir. Dire, comme il l'a dit, que Fayçal devenait roi grâce aux troupes anglaises et à leurs alliés, c'était peut-être pousser la plaisanterie un peu loin.

A Constantinople, même offensive anglaise, régulière, permanente. L'arrière-pensée de faire occuper la ville par les Grecs est évidente au Foreign Office. Là encore, nous allons vers de nouvelles batailles. La guerre gréco-turque est le résultat direct de la politique de M. Lloyd George. D'autres guerres encore en sortiront, et je crains fort que la livraison officielle de la ville du sultan aux Roumis ait comme conséquence, entre autres, une grave révolte musulmane aux Indes. D'autre part, à propos de Tanger, bien que la presse n'en souffle mot, ce sont les mêmes luttes, les mêmes tiraillements, le même désir du Foreign Office de nous gêner de son mieux, de troubler l'eau afin d'y pêcher plus aisément.

Et comme pour aggraver tous ces conflits politiques, voici que le gouvernement anglais, qui déjà soutenait l'Allemagne contre nous dans la question des réparations, qui prétend toucher avant nous sa part du milliard de marks-or que l'Allemagne ne verse que grâce à notre volonté, voici que le gouvernement anglais dirige contre notre commerce languissant une violente offensive, en faisant voter par les Communes l'anti-dumping bill que Lord Emmot caractérisait ainsi au cours de la discussion: "... Cette mesure sera très injuste

## La Société de la Nouvelle Orleans

## CONTINUATION

On voit par cet extrait que non contents de faire venir de France quantité d'objets ou de denrées, les colons pouvaient se fournir sur place du nécessaire et même du superflu. Une industrie nationale était née, favorisée par un transit intense que facilitait un système d'assurance maritime longuement décrit par notre correspondant et dont les primes mentaient parfois en temps de guerre de 30 à 50 pour cent.

Si la place ne me faisait un peu défaut je ricanterai l'existence des esclaves telle qu'elle ressort des lettres, existence toute patriarcale et quasi-nécessaire du nègre paresseux et indolent. Ceux de M. de Pradel, malgré de nombreux pécadilles et des habitudes de diapardages invétérées, ne sont pas bien malheureux, et l'on peut vraiment se demander s'ils ont beaucoup gagné à se voir livrés à eux-mêmes; mais ce sont là des considérations étrangères à notre récit et qui l'allongeraient inutilement.

Qu'il nous suffise d'avoir pu retracer, dans ses grandes lignes, la vie d'un néo-orléanais au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les petits neveux des contemporains du chevalier de Pradel, car la postérité directe s'est éteinte, quand aux mâles, en s'agrégeant à la grande patrie américaine, ont su conserver à leur ville une partie de son aspect et s'imprégner du meilleur des traditions de ses fondateurs. Si le vieux capitaine revenait dans la capitale à la construction de laquelle il a contribué, nul doute qu'il ne s'y retrouverait en pays de connaissance, et c'est le plus grand témoignage du respect filial que l'on puisse accorder à ceux qui vous ont donné le jour.

MARTIAL DE PRADEL DE LA MASE.

## UN MALIN

La scène se passe en Normandie.

Césaire Alavoine, cultivateur à Varangeville (Seine-Inférieure), a flanqué, étant ivre, une raclée à son voisin Duponchel (Oscar). Il consulte un avocat.

— Mauvaise affaire; geste fâcheux! déclare celui-ci.

— Si, pour gagner ma cause, j'envoyais une dinde au président du tribunal?..

— Gardez-vous-en bien, malheureux! Tentative de corruption! Ce serait la condamnation certaine.

Huit jours après, sur brillante plaidoirie de son défenseur, Césaire Alavoine est acquitté parmi les murmures flatteurs de l'assistance.

— Je crois, dit l'avocat, que je vous l'ai enlevé de main de maître, votre acquittement!

— Oh! c'est pas tant à vous que je le dois qu'à la dinde!

— Comment! Vous avez envoyé une dinde au président? Je vous avais dit que c'était le plus sûr moyen d'être condamné!..

— C'est bien pour ça que je l'ai envoyée... de la part de Duponchel!..

## A QUOI BON

Louis.—A quoi bon se fiancer, cela peut prendre des années avant que nous puissions nous marier.

Jeannette.—Comme tu es jeune, mon ami, tu sais bien qu'une jeune fille n'épouse jamais son premier amour.

pour la France... Il n'est pas étonnant que le gouvernement français ait protesté. C'est le comble de la folie, en ce moment surtout, de donner ce coup d'épingle à la France... j'allais dire ce coup de poignard...

Telle est la situation. Le gouvernement anglais attaque sur tous les points du champ de bataille économique et politique. La bande des gens d'affaires qui l'entoure est joyeuse.

ANDRÉ FRIBOURG, député, Secrétaire de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, et membre du Conseil Supérieur des Colonies.

## NOUVELLES DE PARTOUT

Une dépêche de Paris annonce que la ville d'Oppau, près de Frankenthal, en Allemagne, a été complètement détruite par une série d'explosions dans les manufactures de produits chimiques dans cette ville. Plus de mille personnes ont été tuées et plusieurs milliers de blessées.

Paris.—Le maréchal Foch a reçu et accepté l'invitation de M. Elbert H. Gary, président du comité des directeurs de la United States Steel Corporation, d'assister à un banquet donné à New-York par le Iron and Steel Institute, où seront présents les grands financiers et industriels américains. Le maréchal ne voyagera pas avec le général Pershing, à bord de l'"Olympic," quand celui-ci ramènera aux Etats-Unis le corps d'un soldat américain inconnu. Le maréchal considère l'occasion trop solennelle pour que le général soit accompagné, même d'un allié. Le maréchal Foch quittera la France le 22 octobre, sur le "Paris."

Washington.—Le secrétaire Hughes, à sa conférence régulière avec les correspondants de journaux de Washington, a critiqué de bonne grâce la tendance de beaucoup de journaux et de personnes qui devraient être mieux informés de parler de la prochaine conférence comme "d'une conférence de désarmement." Une pareille dénomination, a-t-il dit, donne une idée tout à fait erronée du but réel de la réunion. "Le nom propre et officiel a dit le secrétaire d'Etat, est "la conférence pour la limitation des armements," sujet entièrement différent et distinct.

Londres.—Les dépêches reçues à Londres, indiquent que l'armée grecque opérant en Asie Mineure se repliera probablement sur Eski-Chehr. On croit que les Turcs essaient d'envelopper les divisions grecques au moyen d'attaques sur les ailes.

Washington.—Le président Harding annonce que les membres de la délégation des Etats-Unis à la conférence du désarmement ont été choisis. La délégation est formée par les quatre personnages éminents ci-après: Charles Evans Hughes, secrétaire d'Etat; Henri Cabot Lodge, sénateur de l'Etat du Massachusetts et président du comité des affaires étrangères du Sénat; Elihu Root, ancien sénateur d'Etat, sénateur de l'Etat de New-York; Oscar W. Underwood, sénateur de l'Etat d'Alabama, chef du parti démocrate au Sénat. Le président Harding ne fera pas partie de la délégation. Il présidera à l'ouverture de la conférence, mais ne prendra aucune part aux délibérations. Le secrétaire d'Etat Hughes présidera aux réunions de la conférence comme chef de la délégation de la nation où elle a lieu.

Geneve.—Les délégués des nations sud-américaines ont déclaré qu'ils voteraient à l'unanimité en faveur du grand juriste américain, Elihu Root, quand aura lieu, mercredi prochain, l'élection des juges au tribunal international.

## LES MURMURES DE LA FORET

Venez, petites voix susurrantes des bois! Sources, faites pleurer vos flûtes affilées,

Ruisseaux badins et bondissants, enflez vos voix!

Alaorité du vent, sifflez dans les allées! Petits rêves, petits bonheurs, revenez-moi

Menus soupirs, baisers gaspillés, bruissez Bruissez à l'oreille et dans l'âme à la fois!

Oh! le concert lointain des mots balbutiés!

Quel immortel regret vient des amours obscures

Et des petites voix qui font les grands murmures.

HENRY BATAILLE.

Il est préférable que la même annonce tombe cent fois sous les yeux de la même personne, qu'une seule fois sous les yeux de cent personnes différentes.